

DICO ■ Autour de l'historien Olivier Christin, des spécialistes européens se sont livrés à un travail de redéfinition

# La langue politique prise aux mots

Si la répétition d'usage en politique donne au verbe sa force incantatoire, elle en restreint aussi le sens. Redonner du jeu aux mots, c'est rendre à la pensée sa liberté. L'historien Olivier Christin s'y emploie.

Jérôme Pilleyre

jerome.pilleyre@centrefrance.com

La politique se paie et se repaît de mots. Trop, sans doute, puisque les électeurs s'en désintéressent. Juste retour de bâton pour abus de langue de bois ?

L'historien Olivier Christin (1) juge, au contraire, la langue politique bien vivante. Les deux volumes du *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines* (2) qu'il a dirigés attestent que ses évolutions accompagnent tout autant qu'elles infléchissent les soubresauts du monde.

## Terreur

Le *Dictionnaire* fait ainsi écho aux mots qui agitent l'actualité politique. « Terrorisme » est de ceux-là : « Ce terme, comme le rappelle ma consœur Marica Tolomelli, renvoie à la Révolution française, à la Terreur, à la fois concept politique et modalité d'exercice du pouvoir, visant la défense des principes démocratiques par des moyens violents légitimes. Aujourd'hui, communément associé à l'islamisme, le terrorisme renvoie à l'imposition violente d'idées contraires aux valeurs et aux principes fondamen-



EURO DE FOOTBALL. Le sport est aujourd'hui un des plus sûrs vecteurs du nationalisme. PHOTO AFP

taux des régimes démocratiques comme la liberté de culte, la liberté d'expression ou la libre disposition de soi. Entre-temps, la notion avait épousé les contours de l'anarchisme russe, de l'extrémisme de gauche ou de droite. »

« Cela vaut pour le terme de "victime" aussi, poursuit Olivier Christin, Ce mot n'avait pas la charge émotionnelle qu'il a aujourd'hui. Avec la montée en puissance de l'humanitaire, de ses débuts avec la création de la

Croix-Rouge, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, aux ONG qui, à la fin des années 1960, ont su utiliser la télévision pour faire pénétrer les victimes dans les salons, l'intérêt porté aux victimes est assez récent. »

Les mots ne sont jamais

plus piégeux que lorsqu'ils s'opposent et s'agglutinent jusqu'à former un maillage opaque : « La confusion entre nationalisme et patriotisme est née à la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. La captation du second par la droite s'est faite notamment sous la plume de Paul Déroulède, de Maurice Barrès et de Charles Maurras. Aujourd'hui, on oppose indifféremment le nationalisme ou le patriotisme au cosmopolitisme ou au multiculturalisme. Le cosmopolitisme est une notion de gauche apparue à la Révolution française, qui s'oppose d'autant moins au patriotisme que la patrie renvoie à l'adhésion à un projet politique. Quant au communautarisme, il ne se réduit pas à une communauté ethnique et peut tout aussi bien, comme c'est le cas dans les pays anglo-saxons, désigner une communauté d'intérêts. Il ne s'oppose pas non plus à l'intérêt général. Au contraire, c'est une modalité parmi d'autres de gérer cet intérêt général à l'échelon local. »

tus. Leur père avait décidé de leur exécution après qu'ils eurent comploté pour rétablir la monarchie. En cela, Brutus incarne le dévouement sans faille à la République, au-delà de tout intérêt d'ordre privé. »

Si, aujourd'hui, on ne sacrifie plus guère que sa famille politique, le dévouement reste la raison sociale des élus : « J'ai consulté les sites personnels et les blogs des sénateurs et députés. Nombre d'entre eux professent le don de soi, le sens du sacrifice, le désintéressement... Ce qui est somme toute contradictoire dans la mesure où la plupart sont des professionnels souvent de longue date de la politique. Les citoyens ne s'y trompent pas, qui y voient une élite coupée de leurs réalités quotidiennes. »

Bref, quand les uns disent dévouement, les autres entendent dévoilement. ■

(1) Professeur d'histoire à l'Université de Neuchâtel (Suisse) et directeur d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE) à Paris.

(2) Éditions Métailié.

## ■ Au prisme de la diversité linguistique européenne

D'un tome à l'autre, le *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines* a changé d'organisation, pas d'esprit. Il s'agit plus que jamais comme écrit sur la quatrième de couverture de dissiper « la confusion des sens qui s'établit dans la sphère politique à la faveur des stratégies des communicants, des éléments de langage répétés en boucle, de la réduction des enjeux et des défis à des slogans qui servent à marquer les positions des uns et des autres sans dessiner de véritables propositions

politiques. » Olivier Christin s'en explique : « Avec Marion Deschamp, qui assuré la coordination du second volume, nous avons opté pour une présentation non plus alphabétique, mais par blocs thématiques, plus proche des usages linguistiques. Plusieurs années de travail ont été nécessaires à sa réalisation car nous voulions vraiment faire un état des lieux européen sans céder, comme la Commission européenne, à la tyrannie du tout anglais : nous avons donc sollicité les meilleurs spécialistes français et étrangers. »

## Peinture

Lui a signé l'entrée : « dévouement » : « Cette notion est étroitement liée à la longue histoire de la République qui est le régime de la vertu comme on le sait depuis Cicéron. Une toile de Jacques-Louis David peinte en 1789 et intitulée *Les Licteurs rapportent à Brutus les corps de ses fils* symbolise cette vertu. On y voit le retour des corps des fils de Bru-



HISTORIEN. Olivier Christin.

## → TRIBUNE

### Fan zone

L'Euro est une aubaine pour des politiciens qui savent quel parti en tirer en cas de victoire française. Et le vocabulaire du ballon rond a depuis longtemps planté ses crampons sur le terrain politique. Mais, entre les ors de la République et le vert des pelouses, les transferts sont inégaux. « Le football se nourrit beaucoup moins de politique que l'inverse » (\*), note Denis Barbet. Pour un « ballottage » plus ou moins favorable, combien de métaphores footballistiques (« tacle », « contre-pied », « sur la touche », « hors-jeu », etc.) sont passées dans l'autre camp. Trop, sans doute, car réduire la politique à une compétition, c'est faire passer les carrières avant le débat d'idées.

J.P.

(\*) *La politique est-elle footue*, Mots, n° 84, 2007.

# L'élection, entre démocratie et aristocratie

**Cœur battant de la démocratie, les élections réinjectent du sang bleu dans une République qui n'a manifestement pas totalement rompu avec l'Ancien Régime.**

Auteur de *Vox populi. Une histoire du vote avant le suffrage universel* (\*), Olivier Christin, spécialiste de l'histoire religieuse du début de l'époque moderne, a fait de cette ambivalence un sujet de réflexion... de choix.

■ **De la désignation à l'élection, l'élection n'est pas gage de démocratie ?** Pas forcément. Car ce choix collectif se traduit par un appel et une distinction. Il a souvent quelque chose de l'Épiphanie, comme si les hommes devaient encore reconnaître celui que Dieu a déjà choisi. L'élection du pape ne commente-t-elle pas par une messe du Saint-Esprit ? Le candidat naturel n'est-il



VOTE. La magie des urnes. PHOTO FRÉDÉRIC LONJON

pas celui que tout et tous désignent ? Ainsi les notables ont-ils succédé aux nobles dans la gestion des affaires politiques. L'éloignement de la classe politique des citoyens ordinaires ne date pas d'hier. Il s'inscrit dans une longue histoire.

res ne date pas d'hier. Il s'inscrit dans une longue histoire.

■ **Le tirage au sort au contraire...** « Le suffrage par le sort est de la nature de la démocratie ; le suffrage par le choix est celle de l'aristocratie », écrivait Montesquieu, en 1748, dans *De l'Esprit des lois*. Sur le plan de la représentativité comme de l'égalité des chances à accéder aux charges politiques, le tirage au sort paraît a priori plus judicieux. Mais ce mode de désignation des assemblées introduit d'autres problèmes.

■ **Lesquels ?** Hier à Athènes, aujourd'hui dans quelques expériences participatives (Ontario, Islande) et en France même pour la constitution des jurés d'assises, le tirage au sort a certes fait ses preuves. Mais cette souveraineté populaire n'est pas

nécessairement synonyme de progrès : elle pourrait ainsi être sollicitée pour rétablir la peine de mort, introduire des pratiques de déchéance de nationalité ou durcir la législation sur les migrants. L'exemple suisse, où une votation est possible à partir de 100.000 signatures, a montré que le pire ou le meilleur pouvait sortir des urnes dans ces formes de démocratie directe.

■ **Mais encore ?** Le hasard, la loterie du sort, ne gomme que dans un premier temps les différences sociales. Dans un second, hiérarchie et domination reprennent leurs droits. On peut comme le philosophe Jacques Rancière postuler l'égalité des intelligences, mais les trajectoires sociales font que toutes n'ont pas eu accès au même niveau scolaire ou culturel, n'ont pas les mêmes disponibilités ou

revenus, la même aisance au maniement des affaires, etc. La démocratie athénienne et la République de Venise ont très vite montré que parmi les tirés au sort, une poignée avait un ascendant sur tous les autres et que c'était ceux-là qui exerçaient véritablement le pouvoir. Ajoutons que les décisions dans ce type d'assemblées pourraient en fait être largement dictées par les experts qui devraient entourer les citoyens tirés au sort et les aider à se repérer dans le maquis législatif. Est-ce plus rassurant ?

■ **Pas pour le débat d'idées...** Sans campagne électorale, sans opposition durablement constituée, la confrontation des idées pourrait en effet désertier la vie politique et un déséquilibre idéologique s'instaurer.

Propos recueillis par J. Pilleyre

(\*) Seuil, coll. « Liber », 2014